

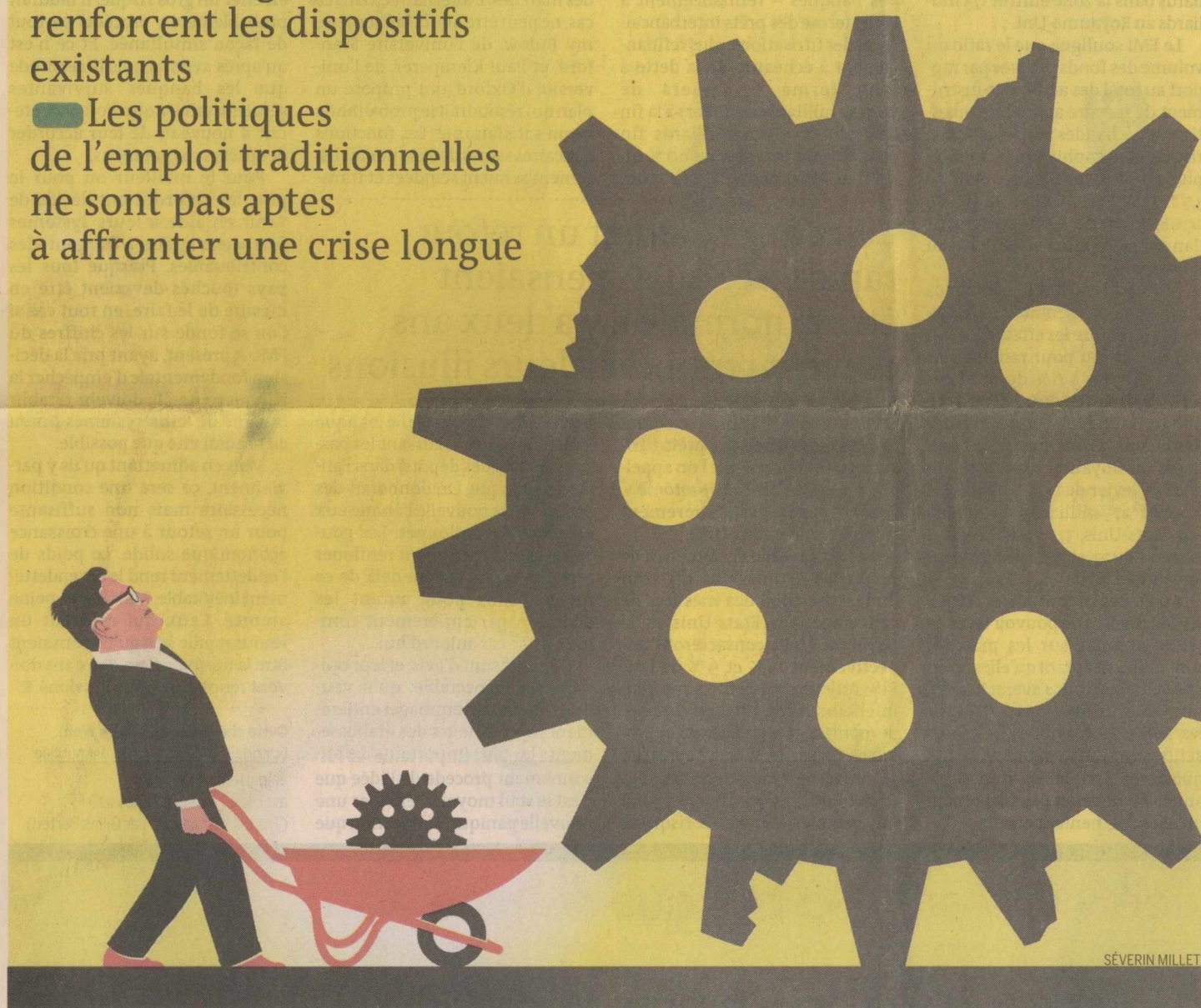
Le Monde

Economie

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

Que peuvent faire les gouvernements contre le chômage ?

- Dans l'urgence, les Etats renforcent les dispositifs existants
- Les politiques de l'emploi traditionnelles ne sont pas aptes à affronter une crise longue



Le « G8 » intersyndical a rassemblé, le 1^{er} mai, les huit confédérations françaises, de la CGT à SUD, unies depuis le début de la crise pour réclamer au gouvernement français d'investir plus massivement dans le social. L'inscription de 63 400 nouveaux chômeurs en mars venait d'être annoncée par le Pôle emploi.

« Entre 2007 et 2010, les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE] compteront 25 millions de chômeurs de plus. Le taux de chômage pourrait atteindre 10 % dans la moyenne des pays de l'OCDE en 2010, contre 5,6 % en 2007 », alerte Stefano Scarpetta, chef de la divi-

sion d'analyse et politique de l'emploi de l'OCDE. Quelles politiques de l'emploi seraient à même d'absorber le choc ? Tout dépendra de l'ampleur avérée de la crise.

Les politiques de l'emploi sont conçues pour corriger les déséquilibres du marché, en corrélation avec les systèmes de protection sociale et avec une volonté d'intervention de l'Etat plus ou moins forte selon les pays. Elaborées en réaction à la montée du chômage d'abord conjoncturel dès les années 1930, puis structurel après le premier choc pétrolier de 1973, ces politiques se sont appuyées sur des instruments de plus en plus nombreux qui n'ont cessé

d'être évalués, avec des critères redéfinis en permanence.

Les instruments utilisés depuis le début de la crise ne sont pas nouveaux. Temps partiel, grands travaux, préretraite, exonération des charges sociales, ils ont permis par le passé de maintenir un flux de créations d'emplois en période de croissance faible. Mais aujourd'hui il faut lutter contre la récession...

Que les politiques de l'emploi – souvent réformées, financièrement renforcées depuis la crise – privilégient l'aide à la recherche de l'emploi comme au Royaume-Uni et au Japon, ou une forte indemnisation des chômeurs

comme en France ou en Allemagne, aucune n'est prévue pour supporter une dégradation aussi brutale du marché du travail.

La Suède en avait fait l'expérience dans les années 1990. Les politiques de subventions et d'emplois publics temporaires s'étaient révélées peu efficaces car trop coûteuses lorsque le taux de chômage a atteint 8,3 % en 1993, indique Christine Erhel, chercheuse au Centre d'économie de la Sorbonne. Elle rappelle que la Suède avait alors, avec succès, mis l'accent sur la formation, les mesures ciblées et une forte coordination avec les partenaires sociaux.

►►► Lire la suite page 4

Jean Pisani-Ferry



Inflation, déflation, quel péril choisir ?



Certains l'appellent secrètement de leurs vœux. D'autres veulent au contraire l'exorciser. Et si cette folle séquence d'endettement débridé, de faillites financières, de récession, de relances enfin, se concluait par un retour de la bonne vieille inflation ?

Il y a deux versions de l'histoire. La première part de la théorie quantitative de la monnaie. Depuis longtemps, on sait que lorsque trop de monnaie veut acheter trop peu de biens, les prix augmentent. Or, depuis six mois, les banques centrales ont créé de la monnaie à un rythme frénétique. La taille des bilans de la Réserve fédérale américaine et de la Banque d'Angleterre a doublé, celui de la Banque centrale européenne a augmenté de moitié : du jamais vu en dehors des épisodes d'hyperinflation. Que les liquidités fournies aux banques viennent nourrir une expansion du crédit, dit-on, et l'inflation ne tardera pas à se réveiller.

Le risque immédiat est cependant exactement opposé. Les liquidités fournies par les banques centrales n'ont pas servi aux banques à faire davantage de crédits aux entreprises et aux ménages, mais à remplacer ceux qu'elles ne se fournissaient plus réciproquement. Il n'y a pas trop de crédits, mais pas assez. Il n'y a pas trop de demande de biens, mais pas assez. Il n'y a pas trop d'inflation, mais pas assez. La dernière prévision du Fonds monétaire international table sur une baisse de la production mondiale en 2009 et sur une inflation voisine de zéro dans les pays avancés d'ici à 2010. L'Espagne vient d'enregistrer une baisse des prix sur un an, d'autres pays vont suivre. Le vrai risque, à court terme, est que l'inflation soit négative, avec pour conséquence que celui qui emprunte aujourd'hui remboursera demain une dette dont la valeur réelle aura augmenté.

Vers le temps des emprunteurs ?

A terme, évidemment, quand la situation se sera normalisée et que les systèmes bancaires auront recommencé à fonctionner, l'appétit pour la dépense reviendra et toute la monnaie créée pendant la période de stress représentera une menace inflationniste. Mais de cela, les banques centrales sont plus conscientes que quiconque et elles se préparent déjà à retirer cette monnaie en excès. Elles en ont tous les moyens techniques.

C'est ici qu'intervient la deuxième version, plus intéressante. Elle ne repose pas, comme la première, sur une relation mécanique, mais sur la possibilité que les sociétés, les gouvernements et, qu'elles le veuillent ou non, les banques centrales fassent alors délibérément le choix de l'inflation pour apurer les dettes. Après un quart de siècle favorable aux prêteurs – les détenteurs de capitaux –, viendrait le temps des emprunteurs – les ménages endettés pour l'achat de leur maison, les entreprises, les Etats – dont la dette aura en quelques années bondi de vingt ou trente points de PIB et qui devront au même moment faire face aux coûts du vieillissement démographique. Or, pour un emprunteur endetté à taux fixe, l'inflation a bien des attraits.

►►► Lire la suite page 2

Annonces

■ Dirigeants ■ Finance, administration, juridique, RH ■ Banque assurance ■ Conseil, audit ■ Marketing, commercial, communication ■ Santé ■ Industries et technologies ■ Carrières internationales ■ Multiposte ■ Collectivités territoriales
Pages 7 à 10

Consultez notre site : www.lemonde.fr

Le Monde

Le journal de bord du « Grenelle de la mer »

Par Isabelle Autissier, vice-présidente du sommet

Tous les samedis dans les pages « Planète »

Acteurs p. 2

« La saga Panhard », par Jacques-Marie Vaslin

Chronique p. 3

« Restauration : l'injuste baisse de la TVA », par Thibault Gajdos

Stratégie p. 6



Les immeubles « verts » de Christophe Kullmann, patron de Foncière des Régions

Inflation, déflation...

►►► Suite de la chronique de Jean Pisani-Ferry

Il est certes difficile d'imaginer qu'on s'accommode demain de l'inflation à deux chiffres des années 1970, dont la nocivité reste dans les mémoires. Mais la tentation sera forte de remonter la cible d'inflation d'un ou deux points.

Un tel choix ne serait pas sans coût. Après deux décennies consacrées à ancrer des anticipations de faible inflation, jeter aux orties les acquis de cet investissement se paierait d'une moindre crédibilité, et donc de taux d'intérêt réels plus élevés. De ce risque, les banques centrales sont conscientes. Elles savent, même si elles ne se l'avouent pas complètement, qu'elles ont perdu en légitimité pour avoir été longtemps perçues comme plus proches des marchés que des gouvernements ou des sociétés, et qu'après s'être montrées inventives dans la débâcle financière elles ne pourront plus aussi facilement résister aux pressions.

Le danger – bien réel en Europe – est que, par crainte de ne pas pouvoir résister, demain, aux pressions en faveur de l'inflation, les banques centrales se montrent, aujourd'hui, plus rétives à lutter contre la déflation. Qu'au nom d'un péril potentiel, elles fassent preuve de timidité face au péril immédiat.

Pour prévenir ce danger, c'est aux gouvernements qu'il appartient d'agir, car c'est eux qui détiennent la clef du problème. A défaut de pouvoir fixer les préférences sociales, du moins peuvent-ils agir sur leurs propres futures incitations à l'inflation, en fixant des maintenant les conditions et les modalités de la résorption des déficits qu'entraînent leurs mesures de relance. C'est tout sauf facile, car cela implique de dire que, pour payer la crise, il faudra demain travailler plus longtemps, payer plus d'impôts ou dépenser moins. Mais une chose est claire : plus les gouvernements se fixeront des disciplines sérieuses pour le moyen terme, plus ils pourront agir à court terme, et plus ils pourront compter sur l'action parallèle des banques centrales. ■

Jean Pisani-Ferry est économiste et directeur de Bruegel, centre de recherche et de débat sur les politiques économiques en Europe. Courriel : chronique@pisani-ferry.net



Par Martin Wolf

Avons-nous les moyens de redresser nos systèmes financiers ? La réponse est oui. Nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas les redresser. La grande question est de savoir comment y parvenir au mieux.

Le dernier rapport du Fonds monétaire international (FMI) sur la stabilité financière mondiale livre une analyse pertinente et sans fard de l'état du système. Ses auteurs ont relevé leurs estimations du montant des pertes du secteur à près de 4 400 milliards de dollars (3 368 milliards d'euros).

Cette révision à la hausse est due en partie au fait que le rapport prend en compte les pertes sur les actifs européens et japonais, évalués respectivement à 1 193 milliards et 149 milliards de dollars, ainsi que celles enregistrées sur les actifs des marchés émergents détenus par des banques des pays développés, estimées à 340 milliards de dollars. Mais c'est aussi parce que les pertes sur les actifs basés aux Etats-Unis ont grimpé à 2 712 milliards de dollars, alors qu'elles n'atteignaient que 1 405 milliards de dollars en octobre 2008 et 945 milliards en avril 2008.

Pour s'en faire une idée plus concrète, les pertes estimées par le FMI représentent trente-sept années d'aide officielle au développement à son niveau de 2008. Et les pertes sur les seuls actifs américains et européens représentent 13 % du produit intérieur brut de ces deux régions...

Le FMI a également évalué les sommes nécessaires à la recapitalisation des banques. Il est parti des pertes totales enregistrées jusqu'à la fin de 2008, qui se montent à 510 milliards de dollars aux Etats-Unis, 154 milliards dans la zone euro et 110 milliards au Royaume-

L'éclairage Les gouvernements ont fourni jusqu'ici 8 900 milliards de dollars aux banques. Cela ne correspond qu'au tiers de leurs besoins

Le vrai coût du sauvetage

Uni. Le capital levé jusqu'à la fin de 2008 a été de 391 milliards de dollars aux Etats-Unis, 243 milliards dans la zone euro et 110 milliards au Royaume-Uni.

Mais le FMI estime les pertes additionnelles en 2009 et 2010 à 550 milliards de dollars aux Etats-Unis, 750 milliards dans la zone euro et 200 milliards au Royaume-Uni. Au vu de cette situation, le FMI estime le montant net des bénéfices non distribués à 300 milliards aux Etats-Unis, 600 milliards dans la zone euro et 175 milliards au Royaume-Uni.

Le FMI souligne que le ratio du volume des fonds propres par rapport au total des actifs – un instrument de mesure auquel les investisseurs, échaudés par des ratios de risque plus sophistiqués, font de plus en plus confiance – était de 3,7 % aux Etats-Unis à la fin de 2008, mais de 2,5 % seulement dans la zone euro et de 2,1 % au Royaume-Uni.

Le FMI en conclut que les fonds propres supplémentaires nécessaires pour réduire les effets de levier à 17 pour 1 (ou pour ramener les fonds propres à 6 % du total des actifs) seraient de 500 milliards de dollars aux Etats-Unis, 725 milliards dans la zone euro et 250 milliards au Royaume-Uni. Pour un effet de levier de 25 à 1, il faudrait injecter 275 milliards de dollars aux Etats-Unis, 375 milliards dans la zone euro et 125 milliards au Royaume-Uni !

Au vu des circonstances actuelles, les chances de pouvoir lever de telles sommes sur les marchés sont nulles. D'autant qu'elles pourraient malgré tout s'avérer insuffisantes. Les estimations du FMI sur les pertes potentielles des seuls actifs américains n'ont-elles pas quasiment triplé en une seule année ? Il ne serait pas surprenant qu'elles augmentent encore.

Ce ne sont pourtant pas les seules sommes indispensables. Les gouvernements ont jusqu'ici fourni 8 900 milliards de dollars de financement pour les banques, au travers de facilités de prêts, de plans d'achats d'actifs et de garanties. Mais cela ne correspond qu'au tiers de leurs besoins de financement.

En se fondant sur l'idée que les dépôts croissent au même rythme que le PIB nominal, le FMI estime que le « déficit de refinancement » des banques – refinancement à court terme des prêts interbancaires et des titrisations, plus refinancement à échéance de la dette à long terme – passera de 20 700 milliards de dollars à la fin de 2008 à 25 600 milliards fin 2011, soit un peu plus de 60 % du total de leurs actifs. Et ces mon-

fort de s'avérer au bout du compte plus élevés. Mais tout indique que les coûts budgétaires d'une récession grave seraient substantiellement supérieurs à ceux impliqués par le sauvetage des établissements financiers. Refuser de sauver les systèmes financiers au motif que cela coûterait trop cher serait un très mauvais calcul.

Une meilleure raison pour refuser le sauvetage des banques consiste à invoquer ses effets néfastes sur les comportements des marchés. L'alternative, dans ce cas, ne peut être que la faillite. Jeremy Bulow, de l'université Stanford, et Paul Klemperer, de l'université d'Oxford, ont proposé un plan qui résoudrait le problème de façon satisfaisante. Les fonctions bancaires saines de chaque établissement seraient scindées et trans-

l'on peut y faire ne concerne pas le coût budgétaire d'une telle mesure, mais le fait que, dans ce cas, seul un nombre limité de grands établissements « trop gros pour sombrer » verrait alors le jour. Leurs créanciers penseraient alors tout naturellement qu'ils prêtent à des gouvernements. Ce serait l'assurance de catastrophes encore plus graves dans les années à venir.

Cependant, imposer de lourdes pertes aux créanciers représente en effet un gros risque. Il faudrait probablement y procéder partout de façon simultanée. Et ce n'est qu'après avoir acquis la certitude que les banques survivantes seraient saines que l'on accepterait à nouveau de leur accorder des prêts sans garanties.

Pour le meilleur ou pour le pire, les autorités ont décidé de venir en aide à leurs systèmes financiers grâce à l'argent des contribuables. Presque tous les pays touchés devraient être en mesure de le faire, en tout cas si l'on se fonde sur les chiffres du FMI. A présent, ayant pris la décision fondamentale d'empêcher la banqueroute, ils doivent rétablir la santé de leurs systèmes financiers aussi vite que possible.

Mais en admettant qu'ils y parviennent, ce sera une condition nécessaire mais non suffisante pour un retour à une croissance économique solide. Le poids de l'endettement rend le désendettement inévitable. Mais il est à peine amorcé. Ceux qui espèrent un retour rapide à ce qu'ils pensaient être la normale il y a deux ans doivent renoncer à leurs illusions. ■

Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le « Financial Times ». © FT. (Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

Le livre

Echanges informels

Norbert Alter n'est pas le premier à souligner l'avantage des stratégies coopératives dans le monde du travail. L'intérêt de cet ouvrage est d'abord de fournir une synthèse éclairante des problématiques sur le sujet. Ensuite, de s'appuyer sur la parole de cadres, employés, techniciens, infirmières, dont on peut lire les témoignages reproduits, pour certains en extenso... Enfin, de déboulonner, parfois avec ironie, quelques dogmes d'un management prétendument à la page, qui voudrait notamment que le problème numéro un des organisations soit de « mobiliser les salariés ».

« Il existe bien une forme d'économie primitive dans toute une partie de nos échanges dits modernes », écrit le professeur à l'université Paris-Dauphine, spécialiste en sociologie du travail et des organisations, qui revendique l'héritage de Marcel Mauss et de son fameux *Essai sur le don* (PUF, 2007). On donne pour exister. Mais le don est une anomalie. Il subvertit l'ordre

marchand. Il bouscule la hiérarchie et transgresse les règles établies, justement parce qu'il n'est pas modélisable. Les ouvrages de management préconisent généralement que salariés et employeurs soient quittes, plutôt que mutuellement endettés. Il s'ensuit que la multitude d'échanges informels dans l'entreprise sont souvent l'objet d'un déni. A tort.

Des entretiens que Norbert Alter a menés, il ressort que le « mal-être » au travail proviendrait surtout de l'incapacité de l'entreprise à reconnaître la valeur des dons des salariés. « Ingratitude », déficit de « reconnaissance » sont les mots qui reviennent le plus souvent. L'auteur montre que les pratiques coopératives, du partage de compétences aux gestes de solidarité, en passant par les « dons d'affinités », sont en réalité profitables. Elles dessinent les contours d'une vraie « ingéniosité collective » que le management préfère ignorer, quand il ne lui fait pas la chasse. ■

Philippe Arnaud



Donner et prendre : La coopération en entreprise
Norbert Alter
(La Découverte-Mauss, 230 pages, 20 euros)

Les acteurs de l'économie Jacques-Marie Vaslin

Panhard et Levassor, pionniers de l'ère automobile



L'histoire de l'ascension, puis de la chute, des premiers industriels de l'automobile, Panhard et Levassor, semble préfigurer l'actuelle crise de ce secteur.

Périn, fabricant parisien de machines à bois, cherchait un ingénieur pour mettre au point des moteurs à gaz. Il embauche, en 1867, le centralien René Panhard, qui s'adjoint, quelques années plus tard, les services d'un camarade de promotion, Emile Levassor. Ces deux ingénieurs ont un rêve : créer une « voiture sans chevaux ». Mais des contraintes techniques subsistent.

Une rencontre s'avère décisive. Après le décès de son mari, Louise Sarrazin, qui détient la licence du moteur à pétrole Daimler pour la France, démarché Levassor, qui se montre d'abord réticent. Mais la rencontre avec Daimler en personne, en 1888, le convainc. Panhard et Levassor montent le moteur sur un châssis en bois et lancent la production d'une série de cinq voi-

tures en novembre 1890, signant ainsi l'acte de naissance de l'industrie automobile. Les Allemands Karl Benz et Gottlieb Daimler, qui avaient pourtant une longueur d'avance, ne croyaient pas en l'avenir de leur invention ; les Français vont leur damer le pion.

Il est vrai qu'en France le réseau routier est parmi les meilleurs d'Europe, et qu'une bourgeoisie éclairée est prête à payer cher ces produits innovants. Très vite, les magazines spécialisés, les courses automobiles ou le premier Salon spécialisé vont provoquer l'engouement du public. Panhard-Levassor devient alors le leader incontesté de cette industrie.

Formidables bénéfices

En 1896 apparaît un nouveau personnage, le commandant Arthur Krebs. Ce militaire a déjà à son actif de nombreuses inventions. Il décide de rencontrer Levassor au volant d'une voiture de sa conception. Celui-ci, impressionné par le système d'embrayage du

véhicule, en achète le brevet. Dix mois plus tard, Krebs rejoint la direction de l'entreprise après la mort accidentelle de Levassor. Il apporte de nombreuses innovations aux voitures, qui seront la marque de son succès. Le passé militaire de Krebs lui ouvre le marché des armées, avec la production d'automitrailleuses, de camions et de moteurs pour l'aéronautique.

Les voitures Panhard-Levassor sont reconnues pour leurs prouesses techniques et sportives. Leur suprématie lors des courses stimule les ventes. En 1895, 74 voitures sont vendues ; en 1910, l'entreprise en écoule plus de 2 000, dont la moitié à l'étranger. La société est très rentable, les bénéfices représentant entre un tiers et la moitié du chiffre d'affaires.

Avec Peugeot et Renault, l'automobile crée de nouveaux débouchés pour des secteurs comme l'aluminium, le caoutchouc ou le verre. Elle permet aussi le développement de l'industrie aéronautique, qui exploite ses innovations.

A la veille de la première guerre mondiale, l'automobile emploie quelque 100 000 personnes, y compris les emplois indirects dans les garages, les dépôts d'essence...

La Grande Guerre dope l'activité avec la fabrication de véhicules militaires, d'obus et de canons, mais les actions de sa montent très gourmandes. Les formidables bénéfices ne sont pas réinvestis : la société reste sur le créneau des voitures de luxe et tourne le dos à la production de masse. La concurrence et la crise de 1929 vont mettre à mal l'entreprise, qui ne doit sa survie qu'aux commandes publiques, en particulier militaires.

Elle sera rachetée par Citroën en 1965, qui arrête la production de voitures en 1967. De la marque Panhard, rachetée par Auerland en 2005, seule l'activité militaire subsiste, comme un dernier clin d'œil au commandant Krebs. ■

Jacques-Marie Vaslin est maître de conférences à l'Institut d'administration des entreprises (IAE) d'Amiens.